

Automne 2022 Bulletin d'information MPME Groupe de travail de l'OMC

MESSAGE DU COORDONNATEUR

Chers amis des MPME,

Depuis mon dernier message à vous tous, paru dans le bulletin d'information de l'été 2022, le Groupe a célébré la Journée des MPME, a récompensé quatre nouvelles petites entreprises dans le cadre de l'initiative "Small Business Champions" et s'est réuni deux fois en vue d'étudier les objectifs de travail pour l'avenir. Un grand merci à tous ceux qui ont participé à l'initiative "Small Business Champions" cette année; nous avons reçu près de 90 propositions et les idées avancées pour soutenir la décarbonation des MPME ont été très inspirantes.

Réfléchissant à la voie à suivre pour le Groupe après la CM12, les membres ont proposé différents thèmes pour des séances d'information spécifiques et avancé l'idée d'établir des "recueils" de bonnes pratiques. Les thèmes des travaux futurs induisent les dispositions des accords commerciaux régionaux relatives aux MPME, les MPME rurales, la durabilité, le commerce transfrontières sans papier, les envois de faible valeur et l'application des perspectives de genre aux recommandations commerciales en faveur des MPME.

Ce ne sont là que quelques-unes des idées qui ont été suggérées au sein du Groupe et je vous encourage, vous qui nous lisez, à participer directement à l'élaboration de notre programme de travail. Le Groupe a diverses idées sur la manière de favoriser le commerce des MPME, mais rien ne peut remplacer les témoignages des négociants eux-mêmes quant aux difficultés qu'ils rencontrent. Nous avons désormais une nouvelle cote de document (INF/MSME/P) qui vous permet de présenter un document directement au Groupe de travail sur les MPME et nous attendons vos retours avec intérêt.

Merci à tous pour votre soutien et votre engagement sans faille. À bientôt,

José Luis Cancela, Ambassadeur de l'Uruguay



Prochaines réunions du groupe MPME en 2023:

- 8 février
- 16 mars
- 27 juin (Journée MPME)
- 28 juin
- 12 octobre
- 7 décembre

Le calendrier régulièrement mis à jour est disponible [ici](#).

Comment présenter des propositions au Groupe de travail sur les MPME

Le Groupe de travail sur les MPME apprécie toujours de communiquer directement avec le secteur privé pour comprendre les problèmes réels rencontrés par les entreprises et la manière dont la politique commerciale peut aider à les résoudre. Comme suite aux excellentes suggestions que le Groupe a reçues en février lors de ses réunions annuelles avec le secteur privé, une nouvelle cote officielle de document de l'OMC a été créée (INF/MSME/P/*), laquelle vous permet de présenter des propositions directement au Groupe. À ce jour, des propositions ont été reçues d'Africa Women in Trade ([INF/MSME/P/1](#)), de la Global Express Association ([INF/MSME/P/2](#) et [INF/MSME/P/3](#)) et de l'Asian Trade Centre Foundation ([INF/MSME/P/4](#)).

Si vous souhaitez présenter une proposition ou un exposé de position, veuillez contacter directement le secrétariat du Groupe de travail sur les

Nouveaux guides disponibles sur le site Trade4MSMEs.org

MPME

[Normes pour le commerce trans-frontières sans papier](#)

[Taux de change](#)

[Logistique inverse](#)

[Normes](#)

[Normes de durabilité volontaires](#)



Black Magnifying Glass on White Paper - FreeStock Photo (pexels.com)

Responsables politiques

[Politique de la concurrence](#)

[Commerce transfrontières sans papier](#)

[Marchés publics](#)

[Facilitation de l'investissement](#)

[Accords commerciaux régionaux](#)

[Principe "Penser aux petits d'abord"](#)

[Mesures correctives commerciales](#)

[Normes de durabilité volontaires](#)



Books - FreeStock Photo (pexels.com)



2. MISES À JOUR DU SITE WEB TRADE4MSMES

Le site Web Trade4MSMEs continue d'être mis à jour et de nouveaux guides pour les MPME et les responsables politiques sont désormais disponibles en anglais, en français et en espagnol (voir le tableau ci-dessous pour les consulter). S'agissant de la durabilité et des améliorations à long terme, un partenariat stratégique a été établi avec l'Institute of Export and International Trade (IOE&IT) du Royaume-Uni. Les activités visant à faire connaître le site Web se poursuivent également et les prochains webinaires seront annoncés sur la page d'accueil du site Trade4MSMEs pour tous ceux qui souhaitent y participer.

Vous pouvez aussi nous contacter à propos du site Web à tout moment, soit en utilisant le lien "Nous contacter" depuis le site, soit directement à l'adresse Trade4MSMEs@wto.org.

3. FORUM PUBLIC 2022 DE L'OMC: LES PLATES-FORMES NUMÉRIQUES AU SERVICE D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Pour le Forum public 2022 de l'OMC, le Groupe de travail de l'OMC sur les MPME, la Mission permanente du Mexique auprès de l'OMC et le Centre du commerce international (ITC) ont organisé conjointement une séance destinée à examiner comment les outils numériques pouvaient être utilisés pour connecter les MPME aux marchés mondiaux. L'Ambassadeur du Mexique Angel Villalobos a animé une table ronde réunissant la Directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, l'Ambassadeur de l'Uruguay et coordonnateur du Groupe de travail sur les MPME, José Luis Cancela, la responsable de la politique commerciale de Google dans le cadre de l'APAC, Eunice Huang, et la fondatrice d'Africa Women in Trade, Joy Zenz. Cette réunion a donné lieu à une discussion interactive sur les principales difficultés rencontrées par les MPME dans le domaine du commerce et sur les outils en ligne existants qui les aideraient.

Pamela Coke-Hamilton, de l'ITC, a mis en lumière l'initiative [SheTrades](#), qui permet à plus de 40 000 entreprises détenues par des femmes de commercialiser et de vendre des produits et qui met les acheteurs en relation avec des produits et services durables offerts par des femmes entrepreneurs. Le passage au numérique est également essentiel pour les MPME et l'ITC a parlé de son outil [ecomConnect](#), qui induit des ateliers hebdomadaires et des activités de mise en relation, ainsi que des outils en ligne dédiés. En 2020, l'ITC, la CNUCED et l'OMC



ont lancé le [Global Trade Helpdesk](#), un outil d'étude des marchés qui intègre depuis peu des renseignements sur la tarification des services logistiques.

L'Ambassadeur Cancela a parlé de la plate-forme Web [Trade4MSMEs](#). Lancée pendant la pandémie de COVID en novembre 2021, cette plate-forme a été élaborée par le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME à l'intention de ces entreprises et des responsables politiques. Elle contient des liens vers les mesures et renseignements commerciaux pertinents et complète le Global Trade Helpdesk.

Eunice Huang est convenue que le manque de renseignements constitue un obstacle majeur à l'entrée des MPME sur le marché. Si la recherche sur Google est généralement la première porte d'accès aux renseignements sur les marchés ou sur un produit à acheter, Google a travaillé à l'élaboration d'outils supplémentaires comme [Market Finder](#) pour rationaliser cette recherche. Google a également souligné l'importance des nombreux outils et marchés numériques qu'elle offrait, comme Google Play, qui permet aux MPME d'exporter des applications, YouTube pour visionner des vidéos instructives et diffuser des renseignements, et Google Translate pour faciliter la communication internationale.

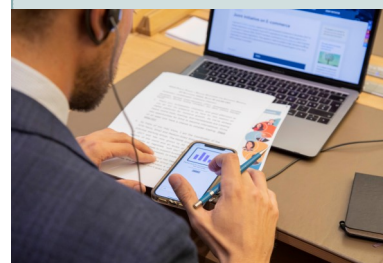
Joy Zenza a fourni une perspective de terrain. Fondée pendant la pandémie, Africa Women in Trade a utilisé la technologie numérique pour établir des connexions internationales entre femmes dans l'ensemble de l'Europe et de l'Afrique. Les réseaux sociaux et de nombreux outils gratuits comme la messagerie électronique et les formulaires Google sont essentiels pour les petits négociants soutenus par cette entreprise; l'intervenante a souligné la nécessité de disposer d'un éventail plus large d'outils numériques à des prix abordables, ainsi que d'une formation pour apprendre à les utiliser efficacement.

Un enregistrement vidéo complet de cette réunion est disponible [ici](#).

4. ÉDITION 2022 DE L'INITIATIVE "SMALL BUSINESS CHAMPIONS" – LAURÉATS ET FINALISTES

Deux lauréats, l'Association professionnelle Accompagnements Valeurs Expertises Conseils (A.V.E.C.) du Bénin et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tanzanie (TCCIA), ainsi que deux finalistes, Inclusive Trade Ltd. (Royaume-Uni) et le programme Pro Bono de Sidley Austin pour les entreprises émergentes (monde), ont été désignés lors d'une cérémonie virtuelle de remise des prix dans le cadre de l'édition 2022 de l'initiative "Small Business Champions", qui avait pour thème "Aider les petites entreprises à passer à une économie durable".

Ces projets ont été sélectionnés parmi un ensemble de près de 90 propositions excellentes. Le projet d'A.V.E.C. intitulé "Stratégie pour la réduction de l'empreinte carbone et l'optimisation de l'énergie des MPME au Bénin" soutiendra 600 entreprises béninoises au moyen d'ateliers et de formations destinés à défi-



Lauréats de l'édition 2022 de l'initiative "Small Business Champions"



Association Professionnelle Accompagnements Valeurs Expertises Conseils (A.V.E.C), Bénin

« Le projet soutient les petites entreprises travaillant dans l'industrie manufacturière, un secteur en pleine croissance au Bénin. Six cents unités de transformation industrielle, représentant notamment les petites industries agro-alimentaires, seront formées et équipées pour réduire leurs émissions de CO2. » - Youssoufou Daoda Labot, A.V.E.C

Lauréats de l'édition 2022 de l'initiative "Small Business Champions"



la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tanzanie (TCCIA)

nir leurs objectifs et à décarboniser leurs activités. Le projet de la TCCIA, "Tanzania Go Green", est axé sur la durabilité environnementale et le développement économique et repose sur des ateliers de renforcement des capacités et un sommet réunissant des ONG, des organisations internationales et des MPME.

Les deux projets proposés par les finalistes Inclusive Trade Ltd. et Sidley Austin (programme Pro Bono pour les entreprises émergentes), à savoir le projet "Verified for Impact" pour les MPME mondiales, un ensemble d'outils d'auto-évaluation permettant aux MPME de mesurer et de communiquer leur durabilité, et le projet intitulé "Questions juridiques essentielles pour promouvoir des pratiques commerciales durables", une série d'ateliers en quatre parties pour les MPME destinés à examiner les questions juridiques essentielles liées à la mise en œuvre de pratiques commerciales vertes, au renforcement de la durabilité, à l'accès au financement vert et à la réalisation de transactions commerciales neutres en carbone.

De plus amples renseignements sur les lauréats, les finalistes, leurs projets et une vidéo de la cérémonie sont disponibles [ici](#).

« Notre objectif principal est d'améliorer la production verte pour le développement économique et la durabilité environnementale. Nous mettrons en lumière les meilleures pratiques qui aident les petites entreprises à décarboniser leur production et à devenir plus durables. Nous prévoyons un atelier de renforcement des capacités de trois jours dans huit régions de la Tanzanie continentale avec des entreprises, des coopératives, des ONG et des organisations internationales. » - Nebart Mwapwele, TCCIA

Nouvelles notes de recherche sur les MPME

Disponible à [WTO | Small business and trade](#)



5. TRAVAUX DE RECHERCHE DU SECRÉTARIAT SUR LES MPME ET LE COMMERCE

Pour la Journée des MPME 2022, le Secrétariat de l'OMC a publié trois notes de recherche examinant différents aspects de la participation des MPME au commerce.

La première note, intitulée "[Évolution récente de la participation des MPME d'économies développées au commerce international](#)", actualise les conclusions et les chiffres du Rapport sur le commerce mondial 2016, qui avait pour thème "[Égaliser les conditions du commerce pour les PME](#)", sur la base des données de l'OCDE concernant les économies développées. Il est constaté dans le rapport que, bien que les grandes entreprises continuent de dominer le commerce international, la part des MPME dans les exportations et les importations totales a augmenté.

De la même manière, la deuxième note, intitulée "[Participation au commerce des petites et moyennes entreprises dans les économies développées](#)", actualise les renseignements contenus dans cette même édition du Rapport sur le commerce mondial en s'appuyant sur les statistiques issues de l'enquête menée de la Banque mondiale auprès des entreprises, en mettant l'accent sur les économies en développement. Les conclusions étaient les mêmes que celles du rapport initial: il apparaît que les PME des économies en développement font moins de commerce que leurs homologues des économies développées et participent davantage aux secteurs à plus faible intensité de technologie et relativement moins intégrés aux CVM situés en amont.

La troisième note, intitulée "[Petites entreprises et changement climatique](#)", utilise les données des enquêtes sur les entreprises réalisées par Meta pour étudier la façon dont les entreprises perçoivent la décarbonation et son lien avec le commerce. Dans l'ensemble, les entreprises ont indiqué qu'elles étaient conscientes de la nécessité d'adopter des politiques de décarbonation, en particulier aux fins de la participation aux chaînes d'approvisionnement, mais qu'elles rencontraient des difficultés de

mise en œuvre, y compris sur les plans de l'accès aux renseignements et des ressources financières.

Outre ces trois notes de recherche, le Secrétariat a publié une revue de la littérature sur les accords commerciaux régionaux (ACR) à la demande du Groupe de travail sur les MPME ([INF/MSME/W/40](#)). Les résultats de ces recherches montrent qu'en matière de commerce, les ACR ont à la fois des effets positifs et des effets négatifs sur les MPME. Toutefois, la plupart des études sont basées sur des enquêtes (et ne sont donc pas exhaustives), examinent uniquement les préférences tarifaires qui s'appliquent à toutes les entreprises et se concentrent sur certaines zones géographiques. D'autres études, notamment sur les dispositions relatives aux MPME, faciliteraient la compréhension.

6. EXPOSÉS PRÉSENTÉS AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME

Le Groupe de travail sur les MPME a continué d'entendre un certain nombre d'exposés présentés par des organisations internationales et des organisations de soutien aux entreprises sur des sujets tels que la facilitation des échanges, le commerce sans papier et les paiements électroniques. On trouvera ci-après des résumés de ces différents exposés, qui sont désormais également disponibles sur la [page du site Web de l'OMC dédiée au Groupe de travail sur les MPME](#).

IOE&IT – Trade Logistics Information Pipeline (TLIP) du Royaume-Uni et du Kenya

L'Institute of Export and International Trade (IOE&IT) du Royaume-Uni a présenté au Groupe un exposé sur le Trade Logistics Information Pipeline (TLIP) du Royaume-Uni et du Kenya. En contribuant à examiner les difficultés liées au commerce telles que la complexité de la réglementation, l'accès limité aux renseignements et la lourdeur de la logistique, le TLIP vise à faciliter le processus commercial pour les exportateurs, en particulier pour les MPME. Le TLIP est un ensemble de solutions numériques articulées autour de trois composantes. La première est un moteur numérique conçu sur la base de la technologie des registres distribués (TRD) – couramment appelée technologie de la chaîne de blocs. La deuxième est un moteur d'information qui favorise l'accessibilité et la disponibilité des renseignements sur la réglementation et les marchés. La troisième est un moteur de politique et de gouvernance qui contribue à la durabilité des moteurs numérique et d'information. Même si le TLIP est actuellement en phase d'essai, il vise à fournir divers avantages à ses utilisateurs potentiels, y compris les suivants: prospection et découverte de marchés, connectivité et visibilité entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, suivi et traçabilité des marchandises, transparence des transactions commerciales et réglementaires, infrastructure d'information commerciale pour la gestion intégrée virtuelle des frontières et cadres coordonnés pour l'analyse et l'évaluation des obstacles non tarifaires. Le TLIP est axé sur les possibilités commerciales bilatérales du Royaume-Uni et du Kenya qui peuvent résulter de l'accord de partenariat économique entre ces pays et implique un éventail de partenaires qui jouent un rôle dans les processus liés au commerce, tels que les importateurs, les exportateurs, les grossistes, les prestataires logistiques, les autorités douanières et d'autres institutions des secteurs public et privé.



WTO MSMI Group

facilitating international trade

www.wto.org

How Standards Increase Data Flow and Benefit Everyone

WTO MSMI Group, October 12 2022

[illegible]

 International
Trade
Centre

Supporting MSMEs through trade facilitation reforms

Dr. Mohammad Saeed
Chief, Trade Facilitation and Policy for Business, International Trade Centre (ITC)
12 October 2022



GLOBAL
EXPRESS
ASSOCIATION

Global Express Association







6

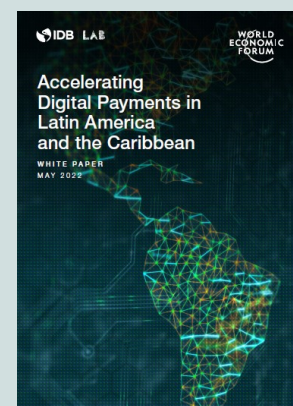
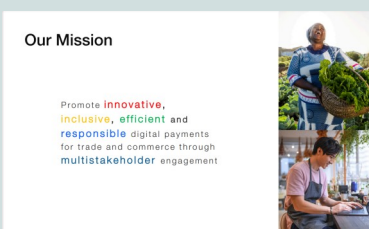
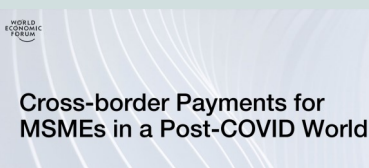
savoir un droit forfaitaire simplifié pour toutes les importations passibles de droits en dessous d'un certain seuil *de minimis* ou une structure de classification simplifiée fondée sur des libellés simples avec des taxes/droits variables associés à ces catégories. Ces deux systèmes se caractérisent notamment par leurs "modèles basés sur le vendeur" selon lesquels le vendeur est une source d'information. Ils bénéficieraient d'une coopération transfrontières entre les fonctionnaires des douanes étant donné que les acheteurs doivent payer les droits alors que les vendeurs détiennent les renseignements. Un répertoire mondial, dont la GEA suggère qu'il soit hébergé par l'OMC, pourrait contenir des renseignements sur les taux de droit et d'imposition nationaux, le type de droits simplifiés appliqués, la valeur de seuil, la liste des produits concernés et la taxe sur les biens et les services/TVA ou les autres taxes, le cas échéant. En fin de compte, un système automatisé fondé sur des renseignements normalisés serait le plus efficace et le plus avantageux pour les entreprises de toutes tailles.

WEF – Les paiements transfrontières pour les MPME dans le monde de l'après-COVID

Le Forum économique mondial (WEF) a organisé une séance d'information sur les paiements transfrontières pour les MPME. Dans son exposé d'introduction, le WEF a souligné l'importance des infrastructures de base et des paiements numériques, en particulier en cas de pandémie. En outre, pour les MPME, l'évolution du paysage numérique a mis en évidence la nécessité de disposer de systèmes de paiement permettant de recourir aux nouveaux services numériques et au commerce électronique, qui sont très utilisés par ces entreprises mais qui se heurtent à des difficultés liées au manque d'infrastructures ou d'interopérabilité ou à la cybercriminalité. Le WEF a conclu par quatre appels à l'action. Le premier visait à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base pour l'économie numérique, tant matérielles que réglementaires, comme les lignes directrices de la Loi type sur les documents transférables électroniques. Deuxièmement, le WEF a appelé à un engagement en faveur de systèmes interopérables pour permettre les paiements transfrontières. Troisièmement, le WEF a proposé un engagement en faveur de la coordination internationale en matière d'innovation et de réglementation. Le dernier appel à l'action visait un engagement en faveur d'une coopération multipartite dans l'élaboration de la réglementation. Tout cela est essentiel au fonctionnement des systèmes de paiement numérique transfrontières.

BID – Programme "Payments to advance growth for all"

La Banque interaméricaine de développement (BID) a fourni des renseignements sur l'augmentation de l'utilisation des paiements numériques en Amérique latine et a cité le Brésil comme exemple d'économie de premier plan en matière d'adoption et d'utilisation de technologies de paiement innovantes. En fait, le Brésil a adopté un système national de paiement, PIX, qui a permis à plus de 40 millions de personnes d'effectuer leur premier virement bancaire en 2020 et qui s'est développé beaucoup plus vite que les systèmes de paiement d'autres économies. En outre, la BID a présenté un programme conjoint mené avec le WEF intitulé "Payments to Advance Growth for All" (PAGA), qui a été lancé en 2021. Les principaux éléments à retenir du PAGA incluent la nécessité de mettre en place de bonnes pratiques réglementaires pour réduire les obstacles sur les marchés et promouvoir l'innovation, d'encourager la collaboration entre les secteurs public et privé, d'étudier les accords commerciaux numériques pour sécuriser les paiements numériques transfrontières et de promouvoir les nouvelles technologies et



l'innovation. Dans l'ensemble, la BID a noté la nécessité d'une interopérabilité entre les systèmes de paiement; l'importance qu'il y avait à permettre les paiements de bout en bout pour les entreprises comme pour les particuliers; les identités numériques, la protection des consommateurs et la cybersécurité; et l'examen des régimes de licences de paiement.

Visa – Commerce inclusif et paiements transfrontières

Visa a décrit l'évolution des systèmes de paiement et la manière dont la numérisation de l'économie pouvait favoriser l'équité et l'inclusion. Par exemple, les femmes entrepreneurs créent de plus en plus d'entreprises "nées numériques" et "nées mondiales", en s'appuyant sur les ventes numériques et les exportations dès le lancement de leurs activités. Les paiements transfrontières vont aussi au-delà du commerce traditionnel et du commerce électronique; ils sont étroitement liés aux envois de fonds, qui continuent d'augmenter à l'échelle mondiale. Visa a souligné l'importance de l'interopérabilité des paiements, mais peut-être plus important encore, de l'interopérabilité réglementaire entre les systèmes de paiement des économies. L'une des meilleures pratiques à cet égard citée dans l'exposé était l'Accord sur l'économie numérique entre Singapour et l'Australie. Ce modèle montre comment les économies peuvent envisager la normalisation et l'interopérabilité des paiements numériques afin d'augmenter le nombre d'opérations de paiement sécurisées et fonctionnelles. En fin de compte, pour améliorer l'accès et garantir une économie numérique plus équitable, il faudra s'attacher à offrir aux citoyens la possibilité d'accéder aux réseaux numériques, d'améliorer leurs compétences numériques et de renforcer leur confiance dans les systèmes et produits numériques.

VISA

Inclusive trade and
cross-border payments
Visa Economic Empowerment Institute



À propos de

Deborah Elms:

Deborah dirige une équipe de spécialistes des politiques commerciales et des chaînes d'approvisionnement et est renommée en Asie pour ses compétences spécialisées en commerce international. Elle possède une vaste expérience de la collaboration avec les responsables politiques, les dirigeants d'entreprises, les communautés de MPME et les praticiens du développement pour favoriser les programmes axés sur les partenariats destinés à faire du commerce un catalyseur de la croissance économique et du développement.

7. LES VOIX DES MPME

Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME estime qu'une interaction directe avec les MPME et les organismes qui ont pour objectif de les soutenir enrichira les discussions et l'aidera à identifier les questions qui méritent d'être examinées à l'OMC.

Pour plus de renseignements, [contactez-nous ici](#).

Deborah Elms, fondatrice et Directrice exécutive, Asian Trade Centre

Quelques mots sur vous et sur l'intérêt que vous portez à la cause des MPME.

Les MPME sont au cœur de nos travaux à l'Asian Trade Centre (ATC) car elles constituent l'épine dorsale de chaque économie en Asie, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés. D'un point de vue politique, les gouvernements ne tiennent peut-être pas toujours compte des besoins des petites entreprises lorsqu'ils élaborent des politiques commerciales, y compris celles relatives au commerce numérique, et les MPME n'ont souvent pas les ressources et le temps nécessaires pour se préparer et s'adapter à toute modification soudaine de la réglementation. En conséquence, ces entreprises ne peuvent pas maximiser les avantages socioéconomiques d'une pleine participation au commerce transfrontières et la modification des réglementations peut créer involontairement de nouveaux obstacles au commerce. C'est l'une des raisons impérieuses pour lesquelles j'ai créé l'Asian Trade Centre, l'objectif étant de donner aux parties prenantes, en particulier aux petites entreprises, la possibilité de faire entendre leurs points de vue dans les discussions sur les politiques qui se déroulent dans la région.

Quels sont, d'après vous, les deux ou trois principaux défis auxquels font face les MPME en matière de préparation à la cybersécurité et de marchés mondiaux?

L'accès aux renseignements utiles et aux possibilités numériques.

Sur le premier point, il existe diverses ressources conçues pour les MPME qui sont très appréciées. Toutefois, le principal défi réside dans le fait que la plupart des renseignements disponibles sont très techniques et ne s'accompagnent pas d'exemples concrets. Il est essentiel que les libellés que nous utilisons soient accessibles aux MPME et que nous présentions des études de cas pratiques afin de démontrer l'importance des politiques pour permettre aux petites entreprises d'accéder à de nouveaux marchés.

Sur le deuxième point, si les technologies numériques permettent aux MPME de devenir des "micromultinationales", elles font aussi émerger des politiques qui peuvent freiner la croissance de l'économie numérique. Contrairement aux grandes entreprises, qui sont relativement mieux armées pour surmonter ces difficultés, les petites entreprises risquent d'être laissées de côté dans un environnement de plus en plus fragmenté, ce qui limiterait leur capacité de tirer parti des avantages du commerce numérique.

"La plupart des renseignements disponibles sont très techniques et ne s'accompagnent pas d'exemples concrets. Il est essentiel que les libellés que nous utilisons soient accessibles aux MPME et que nous présentions des études de cas pratiques afin de démontrer l'importance des politiques ..."

Quels sont les deux ou trois conseils en matière de préparation à la cybersécurité que vous donneriez aux MPME qui souhaitent accéder aux marchés mondiaux?

Avant de vendre à l'étranger, les MPME doivent établir une proposition commerciale solide et afficher de bons résultats en matière de vente sur le marché intérieur. L'expérience acquise sur votre marché intérieur est un bon point de départ pour déterminer votre état de préparation à l'internationalisation.

Lorsqu'ils se développent à l'étranger, les propriétaires de petites entreprises doivent réfléchir sérieusement aux marchés sur lesquels ils souhaitent entrer et déterminer si leur offre serait attractive. Ils devraient peut-être commencer par choisir des marchés plus petits, moins concurrentiels ou géographiquement proches d'eux pour faire un test avant de chercher à entrer sur des marchés plus grands et beaucoup plus concurrentiels.

Enfin, j'encourage vivement les petites entreprises à faire partie de communautés de MPME et à y participer activement. En s'appuyant sur ces réseaux, les petites entreprises disposent de nombreuses ressources et d'un système de soutien qui les aident à s'orienter sur les marchés internationaux grâce à ceux qui ont déjà essayé.

Il est donc essentiel que les décideurs posent les bonnes questions. Poser une question générale du type "quelles difficultés stratégiques rencontrez-vous?" ne permet pas d'obtenir des informations très utiles. Demandez plutôt "quelles difficultés avez-vous rencontrées ce mois-ci?"



ASIAN TRADE CENTRE

L'Asian Trade Centre collabore avec les gouvernements, les organisations multilatérales et le secteur privé dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique pour concevoir et mettre en œuvre des politiques commerciales et des programmes de renforcement des capacités permettant à tous de faire du commerce, y compris les micro, petites et moyennes entreprises.

Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la préparation des MPME à la cybersécurité pour qu'elles participent au commerce international?

Aller sur le terrain et dialoguer. Contrairement à ce que la plupart des gens pensent, ce n'est pas chose facile car cela nécessite beaucoup de temps et d'efforts. Les petites entreprises peuvent être assez réticentes à l'idée de consacrer leurs capacités limitées à répondre à des questions, d'autant plus que chaque minute passée sur des tâches annexes représente pour elles un coût d'opportunité perdu. Lorsque les ressources sont limitées, le temps compte beaucoup.

Il est donc essentiel que les décideurs posent les bonnes questions. Poser une question générale du type "quelles difficultés stratégiques rencontrez-vous?" ne permet pas d'obtenir des informations très utiles. Demandez plutôt "quelles difficultés avez-vous rencontrées ce mois-ci?"

La politique commerciale est importante, mais ce n'est pas la seule préoccupation des petites entreprises. Parfois, les MPME ont simplement besoin de faire un meilleur travail sur le plan des affaires, et beaucoup de ces problèmes de fond (par exemple, une compréhension peu claire de certaines réglementations ou l'accès aux bons formulaires à remplir) ne sont pas susceptibles d'être résolus par des considérations purement politiques, mais font partie des problèmes pratiques quotidiens auxquels elles sont confrontées.

Ces réalités pourraient aider les décideurs à élaborer des outils de renforcement des capacités adaptés aux besoins et priorités spécifiques de ces entreprises pour les aider à participer davantage au commerce international.

Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la préparation des MPME à la cybersécurité et leur participation au commerce international, quel serait-il?

Le Programme de mentorat pour les femmes exportatrices d'Asie est l'une de nos initiatives phares en matière de renforcement des capacités; il est mis en œuvre par l'intermédiaire de la Fondation ATC et en partenariat avec la Fondation UPS pour soutenir les MPME détenues par des femmes dans les pays en développement de la région. Nous avons été ravis de constater les résultats positifs de notre initiative, comme le développement des marchés de nos femmes entrepreneurs dans la région et au-delà, l'utilisation accrue qu'elles font des accords de libre-échange pour réduire les coûts et l'amélioration des compétences numériques telles que la commercialisation en ligne afin de mieux promouvoir leurs produits auprès d'un public plus large. Nous sommes heureux de vous informer que nous mettons actuellement en œuvre la deuxième version de ce programme pour soutenir davantage de MPME détenues par des femmes et que les partenaires gouvernementaux se disent très intéressés par l'idée de concevoir des programmes analogues par pays/région ou par secteur.

La collaboration est essentielle pour toutes les politiques, mesures et initiatives qui aideront véritablement les petites entreprises à s'internationaliser. Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut commencer par dialoguer directement avec différentes associations de MPME qui possèdent des compétences collectives s'agissant de représenter la voix des petites entreprises.

Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider les entreprises à être mieux préparées à la cybersécurité et à accéder aux marchés internationaux?

La collaboration est essentielle pour toutes les politiques, mesures et initiatives qui aideront véritablement les petites entreprises à s'internationaliser. Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut commencer par dialoguer directement avec différentes associations de MPME qui possèdent des compétences collectives s'agissant de représenter la voix des petites entreprises. Les missions diplomatiques à Genève peuvent soutenir les travaux du Groupe de travail informel en utilisant leurs réseaux nationaux pour atteindre les bonnes communautés de MPME. De même, il est essentiel que ces interactions créent un environnement dans lequel les petites entreprises, par l'intermédiaire des associations de MPME auxquelles elles appartiennent, seront encouragées à interagir directement avec le Groupe de travail informel et à faire part de leurs expériences et de leurs compétences dans le cadre des discussions commerciales multipartites.

POURQUOI UN GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL POUR LES MPME?

Le Groupe de travail informel sur les MPME est une coalition de 94 Membres de l'OMC à différents stades de développement et de toutes les régions du monde qui ont en commun l'ambition d'améliorer l'accès aux marchés mondiaux pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Aujourd'hui, 95% des entreprises dans le monde sont des MPME. Bien qu'elles représentent 60% de l'emploi total dans le monde et entre 80 et 99% des entreprises immatriculées dans chaque pays, elles restent sous-représentées et se heurtent à un grand nombre d'obstacles lorsqu'elles veulent s'insérer dans le commerce international. Or lorsque les MPME réussissent à accéder aux marchés internationaux, elles peuvent alors jouer un rôle de catalyseur et permettre ainsi une meilleure répartition des retombées du commerce entre toutes les sections de l'économie. Le Groupe de travail informel sur les MPME entend agir pour que le système multilatéral produise ces retombées économiques grâce à une intégration plus poussée des MPME dans le commerce mondial.

THE ROAD TO BUENOS AIRES 2017

Le Groupe de travail informel sur les MPME a été institué par une déclaration conjointe adoptée à la faveur de la Conférence ministérielle de Buenos Aires en 2017. Cette déclaration trouve son origine dans une proposition de 2015 des Philippines présentant les MPME comme un secteur dynamique, et suggérant que "le Conseil général examine l'arrangement le plus approprié pour faciliter les discussions". En juillet 2016, le Brunéi Darussalam, la Malaisie, les Philippines, la RDP lao, Singapour et la Thaïlande ont rendu compte d'un atelier tenu en juin sur le thème "Accroître la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international" qui visait à faire mieux connaître le rôle des MPME dans le commerce international. En mai 2017, au Conseil général, un groupe de 47 Membres (en comptant les Membres de l'UE à titre individuel) a lancé un dialogue informel sur les MPME présidé par S.E. M. l'Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili). En juin 2017, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont présenté une proposition visant à élaborer un



«Les MPME sont fondamentales pour nos économies - un gagnant-gagnant pour tout le monde - et l'emploi, et nous travaillons pour développer le potentiel des MPME dans le commerce international» - S.E. M. José Luis Cancela de l'Uruguay, Coordinateur du Groupe

programme de travail qui couvrirait des domaines tels que l'information et la transparence, la facilitation des échanges, le commerce électronique et le financement du commerce. Plusieurs ateliers, dont un sur les expériences régionales et nationales, se sont tenus en octobre 2017 dans la perspective de la onzième Conférence ministérielle afin de faire prendre conscience aux Membres de l'utilité d'un forum spécifique où débattre de la question des MPME à l'OMC. Un projet de déclaration ministérielle a été distribué avant la onzième Conférence ministérielle (veuillez [cliquer ici](#)).



LE GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME, POUR QUOI FAIRE?

Dans leur Déclaration conjointe de 2017 portant établissement du Groupe de travail informel, les Membres se sont engagés à examiner et à identifier des "solutions horizontales et non discriminatoires" pour améliorer la participation des MPME au commerce international. Le Groupe de travail informel cherche à élaborer des solutions qui s'appliqueraient à toutes les entreprises mais qui pourraient être particulièrement avantageuses pour les MPME, tout en tenant compte des besoins propres aux pays en développement.

Coordonnateur général : S.E. M. l'Ambassadeur José Luis Cancela (Uruguay) (depuis janvier 2018).

Previous Chair: H.E. Mr Hector Casanueva of Chile (June 2017-January 2018).

Composition du Groupe de travail informel :

Afghanistan; Albanie; Antigua et Barbuda; Arabie saoudite; Argentine; Arménie; Australie; Belize; Brésil; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Dominique; El Salvador; Équateur; Fédération de Russie; Gambie; Géorgie; Grenade; Guatemala; Guyana; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Kazakhstan; Kenya; Liechtenstein; Macédoine du Nord; Macao, Chine; Malaisie; Mexique; Mongolie; Monténégro; Myanmar; Nicaragua; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar, RDP lao; République de Corée; République de Moldova; République dominicaine; République kirghize; Royaume de Bahreïn; Royaume Uni; Saint Kitts et Nevis; Saint Vincent et les Grenadines; Sainte Lucie; Singapour; Suisse; Tadjikistan; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsui; Turquie; Ukraine; Union européenne; Uruguay; et Viet Nam.

Vous pouvez vous inscrire à cette Newsletter en envoyant un email à ersd@wto.org.



MPME

Groupe de Travail
Informel de l'OMC